

Journée de l'Avocat Menacé 2015 (23 de Janvier de 2015)

RAPPORT SUR LA SITUATION DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME DANS LES PHILIPPINES: UNE MENACE PERMANENTE

INTRODUCTION:



Malheureusement, dans les Philippines, les avocats et défenseurs des droits humains souffrent différentes formes de menaces et de l'harcèlement arrivant jusqu'à l'assassinat.

Dans le passé, les pressions internationales ont poussé le gouvernement philippin à adresser cette question, à prendre les mesures nécessaires pour porter les coupables devant la cour et ainsi finir avec cette situation d'impunité.

Au cours de la dernière année cette situation s'est détériorée à nouveau. Les rapports documentés de meurtres et d'attaques aux avocats et aux juges dans les Philippines montrent qu'ils ne font qu'accroître par rapport à d'autres professions.

Rarement les coupables sont arrêtés, et encore plus rarement accusés formellement devant un juge. Le gouvernement philippin reçoit des critiques pour ce lamentable résultat. Pour les avocats menacés, leurs familles, les victimes de toutes sortes d'attaques, il est inacceptable que l'Etat n'assume pas la responsabilité d'agir en conformité avec la loi et de prendre les mesures pour respecter ses obligations en matière de droits de l'homme, du droit, et de l'éthique

Quatre ans après le 30 Juin 2010, le jour où Benigno Aquino III a succédé Gloria Arroyo comme président, nous concluons que les promesses du président Aquino – de ne pas tolérer les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées et de donner priorité à la réforme judiciaire et au renforcement du système judiciaire semblent avoir été des promesses vaines, comme indiqué par les nouvelles attaques et meurtres des membres de la profession juridique après 2010, dans ces quatre dernières années .

Seulement dans le cas de l'assassinat du juge Reynerio Estacio, le 28 Février 2014, dans le village de Tugbungan, un homme armé a été arrêté. Le juge traitait des questions politiquement sensibles y compris des cas impliquant des agents de police et des politiciens.

Le nombre total de plaintes d'avocats assassinés depuis 2001 est de 41, neuf (22%) d'entre eux travaillaient directement en matière de droits de l'homme. En outre, des 57 avocats menacés, intimidés, suivis, dans des listes noires ou harcelés, 76% (43 avocats) travaillaient directement dans des procès concernant les droits de l'homme ou dans des campagnes de défense des droits de l'homme. Dans la même période, 18 juges ont été tués.

Des coupables dénoncés 65% étaient des membres de l'armée, tandis que 20% étaient des agents de police. Cependant, plus de la moitié des attaques n'ont jusqu'ici aucun coupable.

Avocats Philippins tués ou attaqués partir de Juillet 2012

Ensuite, les cas signalés de avocats philippins tués ou menacés depuis Juillet 2012 :

1) Rodolfo Felicio



L'avocat Rodolfo Felicio, un vétéran de droits de l'homme et membre actif de l'organisation de défense des droits de l'homme NUPL (Union nationale des Avocats du Peuple) a été tué le 24 Août 2014.

Il a été criblé de balles par quatre hommes en moto alors qu'il était chez un de ses pauvres clients urbains à Taytay. Felicio a été blessé près du coeur le dimanche matin, et il est mort avant d'atteindre l'hôpital. Deux autres personnes ont été blessées lors de l'attaque.

Il existe une étroite relation entre l'assassinat de Felicio et son travail professionnel. Il a travaillé dans des dossiers judiciaires concernant les droits fonciers, les prisonniers politiques et d'autres affaires très médiatisées comme l'assassinat des syndicalistes Olalia et Alay-Ay, dans lequel des anciens officiers militaires sont impliqués.

2) Juge Reynerio Estacio Sr.

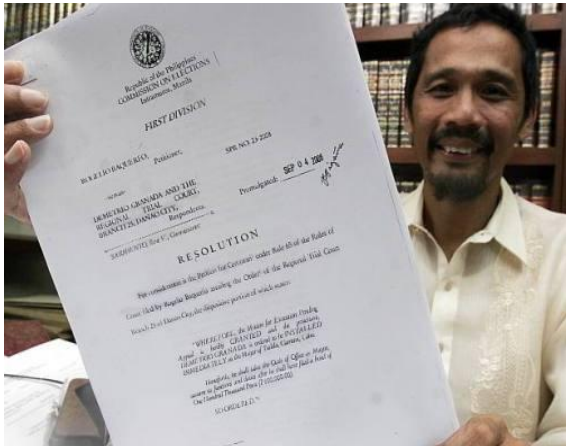


Le 28 Février 2014, au tribunal régional de la ville de Zamboanga, filiale 41, Reynerio Estacio Sr a été attaqué et tué par deux hommes en moto devant son domicile à Narra Drive dans le village de Barangay Tugbungan, Zamboanga quand il était dans sa voiture sur le point d'aller travailler.

Le juge Estacio a reçu quatre balles et mourut à l'hôpital. Sept cartouches de balle ont été trouvés dans sa voiture.

Il était connu pour mener plusieurs cas connus concernant des politiciens, des agents de police et des terroristes.

3) Noel D. Archival



L'avocat Noel D. Archival a été tué avec son garde du corps et son chauffeur le 18 Février, 2014, lorsque il a été pris dans une embuscade alors qu'il circulait entre la ville de Dumaguete et Cebu City après son travail au tribunal.

Deux camions ont immobilisé la voiture et les meurtriers ont tiré plus de 31 coups de feu. Trois des quatre passagers, y compris Archival, sont morts.

La famille et les collègues d'Archival croient que l'impitoyable assassinat d'Archival est lié à son travail en tant qu'avocat. Les suspects identifiés sont membres de la police locale et le meurtre était la vengeance pour la plainte présentée par l'avocat au ombudsman en Décembre 2013.

Les principaux suspects ont disparu, même s'ils se trouvaient dans la préfecture de police.

4) John Mark Espera



L'avocat John Mark a été abattu le 31 Août 2013, à Brgy, Pu-ao, Hamtic, Antique. La police a récupéré les cartouches de différentes armes à feu dans la scène du crime qui se trouve à 20 mètres de la résidence d'un officier de police, qui est le suspect principal en détention.

L'avocat Espera, 39 ans, était un avocat progressiste et il défendait activement les droits des détenus politiques.

5) Ian Vela Cruz

Le 17 mai 2013, à Olongapo, Zambales, l'avocat Ian Vela Cruz a été abattu devant son domicile par un seul tireur. L'assassin s'est enfui sur une moto conduite par un complice non identifié.

Il travaillait dans un dossier qui concernait des agents de police corrompus à Olongapo qui avait enlevé un jeune acteur et rançonnait sa famille.

6) Jubian Achas



L'avocat Jubian Achas et son client ont été tués en 2013 dans la Cour municipale, filiale 6, à l'intérieur du Palais de Justice de la ville de Cebu. Le meurtrier était le journaliste canadien John Pope.

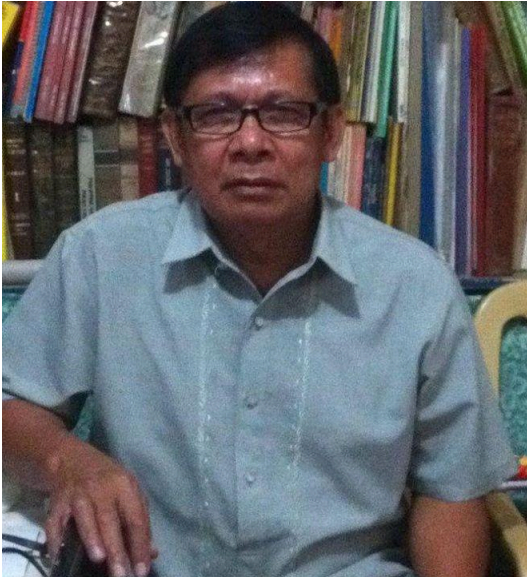
Le procureur adjoint de la ville de Cebu, Maria Theresa Casiño, a survécu à cette attaque. Le meurtrier s'abattu à soi même alors qu'il était sur le point d'être arrêté.

7) Sulpicio Landicho



L'avocat Sulpice Landicho se tenait devant sa maison à Tanauan City, Batangas, lorsque l'un des deux hommes qui étaient arrivés en moto se approcha de lui par derrière et lui a tiré dessus avec un calibre .45, le 14 Novembre de 2012.

8) **Lázaro Gayo**



L'avocat Gayo Lazare se trouvait dans son bureau le 30 Octobre 2012, lorsque son meurtrier est venu et lui a tiré dans le dos à plusieurs reprises avec un pistolet de calibre .45. Le meurtre a eu lieu à Ago, La Union.

En tant qu'avocat, Lazaro Gayo critiquait les assassinats politiques.

9) **Cristóbal Fernández**

Cet avocat de Pangasinan a été tué le 8 Août 2014 à San Fabián par deux personnes en moto. Il quittait sa maison pour aller travailler à la cour. Comme dans le cas de Rodolfo Felicio on ne sait rien à propos de ses meurtriers et il n'y a aucun suspect pour le moment.

Avocats souffrant autres types d'attaques

10) María Catherine Dannug-Salucon.



L'avocate Dannug - Salucon a été placée dans la liste des sympathisants des soi-disant «terroristes communistes» tenue par l'armée philippine, parce qu'elle fournit de l'aide juridique. Elle est membre fondateur de la NUPL Philippines (Union nationale des avocats du peuple) et elle est actuellement la responsable nationale.

Elle a longtemps été sous intense surveillance des services de renseignement de l'armée philippine. Son bureau et sa maison sont étroitement surveillés et contrôlés par des hommes louches qui se déplacent en moto.

Le contrôle et l'étiquetage comme sympathisant terroriste est alarmant compte tenu de l'assassinat récent de son assistant, William Bugatti, tué par l'armée peu de temps après l'avoir retrouvé pour discuter d'un dossier. Les militaires l'ont appelée "une épine dans la gorge" pour avoir défendu avec succès plusieurs prisonniers politiques dans les provinces de Isabela et Ifugao. Elle a aussi déposé un recours en amparo qui n'a pas encore été traité.

11) Edre U. Olalia



Le secrétaire général de l'Union nationale des avocats du peuple, Edre Olalia, a été accusé par la police de Quezon City pour violation d'une loi martiale de Marcos, la loi de réunion publique, pour avoir organisé une manifestation sans autorisation. Il s'agissait d'une manifestation pour protester contre le discours sur l'état de la Nation du président Aquino III en 2013. La manifestation a été violemment dispersée par la police.

L'avocat Olalia a négocié et a conseillé les organisateurs de la manifestation. Il est aussi conseiller dans un procès en cours contre des agents de la police locale.

L'avocat Olalia est actuellement conseiller de la NUPL dans des importants dossiers d'intérêt public contre les violations des droits humains commises par des militaires et des officiers de police impliqués dans assassinats extrajudiciaires, disparitions et torture.

L'avocat est sur la liste noire depuis longtemps et reste sous surveillance constante.

12) **Vicente Jaime Topacio**



L'avocat Vicente Jaime Topaz est l'un des avocats du Centre d'assistance Pro Labor (PLACE). PLACE assiste les syndicats avec un service juridique.

Il est sous surveillance et il a également été empêché de poursuivre son chemin par des hommes en motos qui l'ont menacé.

L'avocat Topaz est un membre de NUPL et professeur de droit constitutionnel à l'Université de Santo Tomas.

13) **Bartolomé Rayco**



L'avocat Bartolome Rayco a été harcelé le 24 Février 2014, lorsque il a été arrêté, même s'il s'était présenté comme avocat des manifestants qui manifestaient devant la compagnie d'électricité locale.

Il a été accusé de coercition et de vandalisme mais a été libéré plus tard.

Il est président de NUPL - Albay et préside aussi une union locale des avocats.

14) **Madonna Gay Escio**

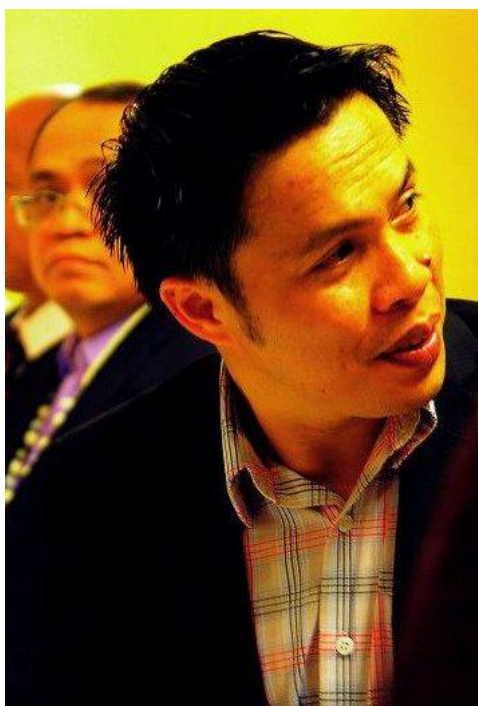


L'avocat Madonna Gay Escio a été également harcelé le 24 Février 2014, lorsque elle s'est présenté come avocat des manifestants qui manifestaient devant la compagnie d'électricité locale.

Elle a été arrêtée avec l'avocat Rayco par des policiers qui l'ont poussé les mains en la contenant jusqu'à lui faire mal quand elle a essayé d'intercéder en faveur de leurs clients.

L'avocat Escio est vice-président de NUPL à Luzon et enseigne droit dans une université locale.

15) **Michael Ajoc**



Le bureau de l'avocat Michael Ajoc a été criblé des balles tôt dans la matinée du 11 Décembre 2012 par des inconnus armés. Les rapports initiaux ont rapporté plus de sept trous de balles, dont six étaient entrés par la fenêtre et un par la porte de son bureau dans la ville de Dipolog.

L'avocat Ajoc estime que les responsables voulaient lui menacer pour assister à un agent de la police locale. L'officier de police aurait été agressé par son supérieur.

L'avocat Ajoc est le vice-président de l'Association des Avocats du Peuple de Mindanao - Dipolog. Cette Union est la filiale régionale de NUPL. Il est également président du Barreau de Zamboanga du Nord.

6) Jose Begil



L'avocat Jose Begil, actuellement conseiller de Surigao, vice-président des affaires extérieures de l'Union des Avocats du Peuple de Mindanao et vice-président de Mindanao dans le NUPL a été accusé d'avoir participé à une manifestation contre la corruption du gouvernement de Surigao, le 21 Septembre 2013.

La manifestation avait eu lieu dans la rue parce que le maire de la ville de Surigao n'a pas délivré l'autorisation d'utiliser le parc public que l'avocat Begil avait demandé.

L'accusation n'a pas été portée devant les tribunaux.

Les listes noires des organisations des défenseurs des droits de l'homme

Le 1 Juillet 2013, L'Union Nationale des Avocats du Peuple (NUPL) a été critiqué dans des déclarations publiques du chef de l'armée. Le Général Noel Coballes a décrit le NUPL et le groupe des droits humains *Karapatan* comme «ennemis» en réponse aux critiques contre la promotion du général Aurelio Baladad comme troisième commandant de l'armée. Cet officier est confronté à plusieurs accusations dans l'affaire des 43 infirmières Morong, arrêtés en Février 2010 pour une présumée appartenance à une organisation terroriste et torturés en prison.

Le Général Coballes est cité en disant «Vous ne pouvez pas vous attendre une déclaration positive de l'ennemi», ce qui représente une menace voilée compte tenu du nombre d'attaques contre les défenseurs des droits humains y compris les avocats.

Meurtres et harcèlement systématique

Les cas décrits montrent qu'il y a des sérieux motifs de préoccupation au sujet de la situation des avocats aux Philippines. On trouve une pratique systématique dans ces assassinats, agressions et menaces qui ont lieu dans la vie quotidienne, la rue, ou les espaces publics.

Il est incompréhensible que le gouvernement philippin ne réagisse pas à ces terribles exemples avec des enquêtes sérieuses, arrêtant les coupables et leurs complices et en les portant devant un juge.

Certains accusent le gouvernement philippin de protéger les meurtriers et les

criminels. L'impunité est systématique. Les meurtriers ne sont pas arrêtés. Les attaquants peuvent continuer le harcèlement sans crainte de la justice ou la prison.

Cela doit cesser et come collègues professionnels on doit assurer que nos collègues sont protégés et ont la liberté de pratiquer leur profession d'avocat.

Rapport rédigé par Hans Gaasbeek, avocat de Haarlem et directeur de la Fondation « La Journée de l'Avocat Menacé » et par le NUPL (Union nationale des avocats du peuple).

M. **Frédéric Ureel**, avocat, Président de l'AED-EDL, Farciennes, Belgique, www.aed-edl.net

M. **Prof. Bill Bowring**, avocat, Président de l' ELDH, London, Angleterre, www.eldh.eu

M. **Thomas Schmidt**, avocat, Secrétaire Général de l' ELDH, Düsseldorf, tel. 0049-211-444 001, endangered-lawyers@eldh.eu

M. **Hans Gaasbeek**, avocat, Vice Présidente de l'AED, Haarlem, tel. 0031 6 52055043, hgaasbeek@gaasbeekengaasbeek.nl, Président de la Fondation de la « La Journée de l'Avocat Menacé»,.

M. **Gorka Vellé Bergado**, M. **Alejandro Gámez Selma**, avocats, Coordinateurs de la Commission Défense de la Défense de l'AED, Madrid, Espagne, gorka_velle@yahoo.es

Pour plus d'information, vous êtes priées de contacter :

M. Hans Gaasbeek et M. Thomas Schmidt

European Democratic Lawyers (AED-EDL), Rue Albert 1er, 236, 6240 Farciennes, Belgique, <http://www.aeud.org>

European Association of Lawyers for Democracy and World Human Rights (ELDH), Platanenstrasse 13, 40233 – Düsseldorf, Allemagne, www.eldh.eu

European Bar Human Rights Institute (IDHAE), 4-6, rue de la Boucherie, L - 2012 Luxembourg, idhae@idhae.org

Soutenu par :

International Association of Democratic Lawyers (IADL), www.iadllaw.org

National Union of Peoples' Lawyers (NUPL) en Philippines, <http://www.nupl.net>

Lawyers for Lawyers en Hollande, <http://www.advocatenvooradvocaten.nl>

